

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARPI MINERAL FRANCE

**ECOPOLE DES GRANDS MOULINS
21270 Drambon**

Références : 2025-272
Code AIOT : 0005401112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE implanté ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon. L'inspection a été annoncée le 05/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'application pour les ISDND des meilleures techniques disponibles (cf. L. 515-28 du CE) est obtenue par la conformité à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux modifié. L'arrêté du 15 février 2016 a été modifié par l'arrêté du 7 août 2023 publié au JO le 28 octobre 2023.

Les points de contrôle portent seulement sur les articles modifiés de l'arrêté ministériel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARPI MINERAL FRANCE
- ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon
- Code AIOT : 0005401112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), comprise dans le périmètre de l'Ecopôle des Grands Moulins, est située sur la commune de DRAMBON dans le département de la Côte d'Or et exploitée par la société SARPI MINERAL FRANCE.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis I	Sans objet
2	Transmission plan incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II & III	Sans objet
3	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Sans objet
4	Alarme et Ronde	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Sans objet
5	Moyen alerte secours	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	Sans objet
6	Formation personnel – matériaux de recouvrement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII	Sans objet
7	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Sans objet
8	Contrôle étanchéité biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Sans objet
9	Détection Réparation fuites biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Sans objet
10	prélèvements consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Sans objet
11	Bilan énergétique annuel	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	canalisations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II	Sans objet
13	plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 III	Sans objet
14	Isolement réseau assainissement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
15	Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité et l'installation respecte les Meilleures Techniques Disponibles connues relatives aux installations de stockage de déchets non dangereux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis I
Thème(s) : Risques chroniques, Plan défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.
<p>Constats :</p> <p>Le Plan d'Opération Interne (mise à jour le 14/03/25 DOC 150 A DRB) tient lieu de Plan de Défense Incendie.</p> <p>Les modalités d'accès au site sont décrites dans la fiche 2.4 page 12/77 du POI) - Un panneau est</p>

<p>disposé à l'entrée du site avec N° d'ASTREINTE.</p> <p>Le plan des réseaux Eaux Usées et d'Adduction d'Eau Potable a été présenté à l'inspection. Ce plan comprend également la localisation des trois bassins de réserve d'eaux pour la lutte contre l'incendie (500m³ + 750m³ + 1500m³). Ce plan a été mis à jour le 17 février 2025.</p> <p>Ce même plan localise les bassins de rétention d'eaux polluées, les eaux sont évacuées ou réinjectées dans le process de traitement de déchets par pompage (et non en gravitaire) : il n'y a donc pas de vannes de barrage.</p> <p>Le plan des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité a été mis à jour en octobre 2024 avec la représentation du nouveau casier K2 Ib.</p> <p>Le cadre d'astreinte le jour de l'inspection (Guillaume HERGUE) a reçu une formation le 19/5/25 sur le maniement des extincteurs et les consignes de sécurité spécifiques au site.</p> <p>Le compte-rendu d'exercice au POI rédigé par l'organisme extérieur IFOPSE a été présenté à l'inspection. Ce rapport présente et fait le bilan des deux jours de formation dispensés les 17 et 18 décembre 2024. Cette formation s'articule sur deux journées : une journée théorique suivie d'une journée d'exercice pratique.</p> <p>Suite à ces exercices des points d'amélioration ont été soulignés et ont fait l'objet d'actions spécifiques (Voir PDC n°7)</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Transmission plan incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II & III
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission plan incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le document POI mis à jour a été transmis au SDIS via la préfecture.</p> <p>L'exploitant a présenté le mail de transfert au SDIS du 7 avril 2025. Le fichier étant trop lourd, celui-ci a été récupéré le 25/4/25 en préfecture (récupération confirmée par mail du SDIS).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositif de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs</p>

d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé de caméras thermiques suivies en permanence par une société extérieure. L'usine de stabilisation, Biovalix et de compost disposent de mâts fixes. Les caméras constituant l'UFO (Unit For Observation / unité d'Observation) sont repérées sur un plan. Sur casiers, les caméras sont déplacées en cours d'exploitation en fonction des modifications techniques et topographiques (déplacement des quais...). Ces caméras sont déplacées environ tous les 9 mois et font alors l'objet de tests à chaque changement. De plus, un test est effectué une fois par semaine (en principe le vendredi) pour s'assurer du bon fonctionnement des caméras. Un test mensuel est réalisé par détection de flamme réelle selon une procédure d'avril 2020.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra à jour la procédure de test à flamme réelle datant d'avril 2020 avec le bon logo et évaluera la nécessité de mettre en place, ou non, un permis feu pour ces opérations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Alarme et Ronde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Alarme et ronde
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société privée KOOI assure une surveillance 24/24h. Elle reçoit l'alerte sur la détection de flamme ou sur une élévation anormale de température , dans ce cas elle prévient le cadre d'astreinte.</p> <p>La société KOOI réalise un balayage automatisé des caméras tous les jours et envoie le rapport par mail à l'ensemble des cadres montant des astreintes.</p> <p>Le rapport 795461 du 26/5/25 envoyé par mail à 16:36 a été présenté à l'inspection, ainsi que le rapport 795735 envoyé à 18:28, soit deux heures plus tard. Il n'y a pas d'observations de la part de l'inspection.</p> <p>A noter que si la société décelait un problème, elle contacterait automatiquement le cadre d'astreinte pour un levé de doute terrain.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyen alerte secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII
Thème(s) : Risques chroniques, Moyen alerte secours
Prescription contrôlée : VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Constats : C'est le cadre d'astreinte qui prévient le SDIS après le levé de doute.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation personnel – matériaux de recouvrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII
Thème(s) : Risques chroniques, Formation personnel – matériaux de recouvrement
Prescription contrôlée : VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
Constats : La dernière formation date du 19 mai 2025. Ont été formés les 8 opérateurs d'astreinte de la société SARPI, plus 3 opérateurs de la société extérieure intervenant sur le site (1 sera formé en juin). De juin à octobre, 3 opérateurs SARPI sont d'astreinte et 2 externes sont en renfort d'astreinte les WE. D'octobre à mai ce sont 2 opérateurs d'astreinte SARPI, renforcés d'1 opérateur extérieur le WE. Les douze personnes effectuant les astreintes "opérateurs" (8 SARPI + 4 extérieur) ont suivi les formations sur l'utilisation et le transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre, ainsi l'ensemble de l'équipe d'astreinte opérateur (3+2 en été et 2+1 en hiver) est constituée uniquement de personnes formées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX
Thème(s) : Risques chroniques, Exercice incendie
Prescription contrôlée : IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un

exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
<p>Constats :</p> <p>Un exercice POI hors heure ouvrable a été réalisé de façon inopinée par la DREAL BFC le 3/12/2024. Le rapport d'inspection 2024-450, relatif à cet exercice, a été publié sur Géoriques.</p> <p>Une formation dispensée par l'IFOPSE le 17 et 18 décembre (le 17 formation théorique, le 18 exercice pratique) a fait l'objet d'un compte-rendu présenté à l'inspection.</p> <p>L'exercice avait pour scénario le feu d'un tracteur sur la plate forme NEOTER.</p> <p>Des points positifs et points négatifs ont été relevés et ont donné lieu à la commande de matériel pour la salle de crise (tableau pour l'analyse d'intervention, présence des acteurs en salle de crise, suivi de l'évènement, plans du site).</p> <p>Pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle étanchéité biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle étanchéité biogaz IED
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. [...] Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière carte localisant les défauts d'étanchéité des équipements a été présentée à l'inspection : cartographie du 6/3/2025 ref DRAMB - RMLD - 001</p> <p>Les actions correctives ont été entreprises par le gestionnaire SUEZ RV Bioenergie entre le 26/03 et le 15/05. Chaque action fait l'objet d'un rapport avec photographies.</p> <p>Une nouvelle cartographie est prévue dès que l'ensemble des actions correctives auront été finalisées (juin 2025).</p> <p>le certificat annuel d'étalonnage N° G506758_10/36879 du 22 octobre 2024 pour le trigaz a été présenté à l'inspection et n'appelle pas d'observations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection la nouvelle cartographie mise à jour après la finalisation des actions correctives en cours.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Détection Réparation fuites biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V

Thème(s) : Risques chroniques, Détection Réparation fuites biogaz IED

Prescription contrôlée :

V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

Toutes les semaines, un contrôle du réseau principal est réalisé et fait l'objet d'un fichier de reporting mois par mois.

L'exploitant réalise une campagne par an de détection de fuite qui fait l'objet d'un rapport, dont une cartographie de points de fuite. Il n'y a pas eu de cartographie des émissions gazeuses de l'I.S.D.N.D. en 2024. En effet, il était utile d'attendre les travaux de captage du biogaz et de réinjection des lixiviats fin 2024. Une cartographie a été réalisée début 2025, qui a conduit à des actions correctives (voir point de contrôle précédent). Une cartographie sera réalisée de nouveau, après actions correctives, pour confirmer l'efficacité des actions menées.

Pour information, des expériences ont été menées dans le groupe pour la détection de fuite par drone optique, mais ces investigations ne sont pas encore concluantes : il y a encore trop d'écarts avec les méthodes actuelles et ces relevés ne peuvent donc pas être fiables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : prélèvements consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis

Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements consommation d'eau IED

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation. Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.

Constats :

La consommation annuelle d'eau du site est de 1826 m3, elle concerne la base vie. Cette consommation est reprise dans le rapport annuel de l'année n-1 mais ne fait l'objet d'aucun commentaire.

<p>L'exploitant envisage de disposer des sous-compteurs sur son réseau pour déceler d'éventuelles fuites.</p> <p>Le site étant étanche, toutes les eaux de pluie (n'ayant pas été en contact avec du déchet) sont collectées dans des bassins, analysées puis rejetées au milieu naturel. Le site produit aussi de l'eau via son unité de traitement des lixiviats. En 2024, l'eau potable consommée sur le site représente environ 1% du volume d'eaux rejetées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Bilan énergétique annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, bilan énergétique annuel IED</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. <p>Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bilan énergétique de l'installation est repris dans rapport annuel.</p> <p>En 2024, l'installation a produit 21,55 GWh répartis en 11,37 GWh de panneaux photovoltaïque et 10,18 GWh moteur Biogaz.</p> <p>La consommation annuelle du site est de 1,8 GWh.</p> <p>La production du site est 10 x supérieure à sa consommation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : canalisations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, canalisations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent.</p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le</p>

<p>milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les plans des réseaux ont été présentés à l'inspection, dont le plan lixiviat de mai 2025 repérant les canalisations enterrées et les puits de réinjection des lixiviats.</p> <p>Ces canalisations sont inspectées (par caméra) avant leur mise en service. Une surveillance de la pression du système de pompage des bassins de lixiviat vers les puits de réinjection, en cours d'exploitation, permet de déceler une fuite éventuelle.</p> <p>Un bilan mensuel fait l'objet d'un suivi informatisé par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan présenté localise l'arrivée de l'Adduction d'Eau Potable sur le site.</p> <p>L'AEP est uniquement pour la base vie et ne communique pas avec les installations, il n'y a donc pas nécessité de disconnecteurs.</p> <p>Les eaux usées sont reliées à des micro-station ou des fosses septiques qu'il pourrait être judicieux de faire apparaître sur le plan des réseaux.</p> <p>L'ensemble des eaux de surface du site sont collectées dans des bassins pour être analysées et traitées avant réemploi dans le process ou le rejet dans le milieu naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Isolement réseau assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement réseau assainissement
Prescription contrôlée : [...] Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'ensemble des eaux souillées sont dirigées vers des bassins. Leur évacuation se fait par pompage et traitement avant réutilisation ou rejet vers le milieu naturel, il n'y a donc pas nécessité de mettre en place des vannes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
Constats : Le taux de disponibilité horaire de l'unité de valorisation a été de 99,27 % au 1 ^{er} trimestre 2024, 98,40 % au 2eme trimestre, 80,43 % au 3eme trimestre et 98,40 % au 4eme trimestre. C'est 94 % de la quantité de biogaz captée sur le site qui a été valorisée. Le moteur de valorisation biogaz comptabilise 519 heures d'arrêt programmé (maintenance) ou non.

Un registre informatisé consigne l'ensemble des arrêts et temps de fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite